

dimanche, 12 avril 2015 04:13

Yémen : Israël change de jeu!!



IRIB-Dans un rapport, le quotidien israélien, Yediot Aharonot,...

... reconnaît ouvertement que la guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen s'inscrit dans le cadre des intérêts d'Israël, qu'il existe des intérêts communs entre le régime de Tel-Aviv, l'Arabie et certains Etats du Golfe persique et qu'une occasion favorable s'est présentée pour l'exploitation de la stratégie vitale de la sécurité israélienne.

Dans un article publié sur son site Internet, le Centre des études arabes, al-Mostaghbalia, passe au crible les illusions des dirigeants des Ale Saoud dans leurs aventurismes au Yémen. Dans les milieux de Washington, il a été révélé que grand jour que l'agression de l'Arabie contre le Yémen avait été programmée depuis des mois en collaboration avec les Etats-Unis, mais qu'elle avait été lancée au terme des consultations, au cours des dernières semaines, avec les Américains et certains pays de la région dont Riyad a annoncé la participation à la coalition va-t-en guerre. D'autant que les troupes pakistanaises étaient en passe de s'engager dans des combats au sol au Yémen après les récentes évolutions sur le terrain, ayant intensifié les inquiétudes quand au démantèlement des forces locales liées à l'Arabie et censées renforcer la position de l'ancien président yéménite.

Dans l'optique de l'Arabie saoudite et de ses alliés, le Yémen s'est placé sur une voie, susceptible de constituer un pilier axial dans des combats contre Israël. Cet évènement est survenu après l'échec du régime des Frères musulmans à Khartoum et l'arrêt, via la Mer rouge, de l'acheminement des aides logistiques destinées à la poursuite de la Résistance sur les territoires occupés.

Les analystes israéliens ont averti les dirigeants politiques de Tel-Aviv qu'ils devraient s'inquiéter pour le Yémen, indiquant que l'Arabie y a échoué et c'est l'Iran qui a remporté la victoire. Le quotidien Israël al-Youm a fourni, à ce sujet, l'analyse la plus explicite, écrivant que les commandos pakistanais s'étaient positionnés pour soutenir les Saoudiens. Qui pourra s'imaginer que le détroit

stratégique de Babel Mandeb se placera sous la domination des Iraniens? Dans ce contexte, le quotidien Times Of Israël juge Washington comme étant responsable des évènements alarmants au Yémen, prévenant que l'opération militaire de l'Arabie saoudite ne serait très probablement pas décisive. Selon ce quotidien, la responsabilité du désarroi de l'Arabie, de la Jordanie et de l'Égypte ne revient pas à l'Iran, mais en premier lieu à Washington.

Alex Fishman, analyste militaire du quotidien israélien, Yediot Aharonot, estime ouvertement que la guerre de l'Arabie saoudite s'inscrit dans le cadre des intérêts d'Israël, qu'il existe des intérêts communs entre le régime de Tel-Aviv, l'Arabie et certains Etats du Golfe persique et qu'une occasion favorable s'est présentée pour l'exploitation de la stratégie vitale de la sécurité israélienne. Il souligne que les Saoudiens s'étaient préparés, au cours des dernières semaines, pour affronter les Houthis, en déployant, en coordination avec les Américains, leurs forces maritimes et terrestres, tout au long des frontières avec le Yémen.

Le recours de l'Arabie saoudite à une intervention militaire directe au Yémen est en contradiction avec sa méthode traditionnelle d'intervention au moyen de power soft ou intervention en coulisse dans les évolutions de la région, en utilisant son excédent budgétaire des richesses pétrolières. La dynastie des Ale Saoud s'appuyait traditionnellement sur les Etats-Unis et les Etats de la région pour faire face à ce qu'elle considérait comme une menace pour sa sécurité. En effet, elle fait toujours usage des forces des autres pays pour assurer sa propre sécurité, au point qu'elle avait installé en permanence les forces pakistanaïses et d'autres pays sur son territoire, sans compter les forces américaines et occidentales toujours présentes en Arabie.

Reste à savoir pourquoi l'Arabie saoudite a décidé de jouer un rôle régional plus sérieux et de se lancer dans un tel aventurisme pour pouvoir compenser ce qu'elle nomme le retrait du rôle des Etats-Unis et de leurs forces dans les guerres de l'Afghanistan et de l'Irak. Ces facteurs ont fait que Washington ne réponde pas favorablement aux demandes et exigences de ses alliés notamment l'Arabie saoudite d'intervenir militairement pour renverser le gouvernement syrien.

Le recours de l'Arabie saoudite à une telle action sans précédent s'explique par de multiples raisons :

- L'Arabie saoudite considère son offensive comme une démarche préventive pour assurer sa domination et son influence de jadis au Yémen, cherchant à annihiler la possibilité pour ce pays de se transformer en un gouvernement souverain ayant des positions et des décisions indépendamment des velléités de Riyad, d'autant que les forces dont le rôle et la position se sont renforcés à l'intérieur du Yémen comme les Houthis, ont principalement des approches en contradiction avec les politiques de l'Arabie et de l'Occident.

- Les autorités saoudiennes estiment qu'elles ne peuvent plus miser exclusivement sur l'intervention américaine ou de l'Occident pour assurer leur survie, en cas des défis internes ou externes menaçant le royaume ; Or, pour réduire ses possibilités, elles se trouvent dans l'obligation d'entraver la création de toute souveraineté en dehors de leur sphère d'influence notamment dans le pays voisin qu'est le Yémen.

- Au cours des dernières années, l'Arabie saoudite a réussi, au moyen de ses richesses et instruments de propagande, à déclencher des troubles interreligieux entre sunnites et chiïtes, à tenter de transformer le conflit historique arabo-israélien en un conflit passif irano-arabe. Et pourtant, ce pays a échoué dans ses politiques générales dans la région à savoir créer des tensions et des agitations interconfessionnelles notamment en Syrie et en Irak. En outre, après la transformation de Daesh en une menace environnementale pour l'Arabie, l'alimentation de ces approches intercommunautaires se retourne contre ce pays lui-même.

- La tentative désespérée de l'Arabie saoudite de créer des différends interconfessionnels explicites sous prétexte de contrer l'influence grandissante de l'Iran, qui, selon les estimations de Riyad, s'est étendu jusqu'au Yémen, signifie que ce pays cherche, dans une ultime tentative, de collecter ses dernières cartouches, pour sauver la face et compenser ses politiques avortées dans la

région. Et dans ce contexte, il s'est engagé dans un aventurisme périlleux qui pourrait, pour la première fois, étendre les affrontements jusqu'à l'intérieur de l'Arabie, d'autant qu'une implication dans une guerre d'usure très coûteuse avec le Yémen n'est pas non plus exclue.

- Les dirigeants saoudiens ne peuvent pas réduire ou anéantir les effets psychiques et matériels du renforcement de la place régionale de l'Iran et de ses alliés dans le camp de l'axe de la Résistance, après la victoire de l'Iran dans les négociations nucléaires. Il n'y a l'ombre d'un doute que cette évolution enverra des signaux à Riyad, ce qui témoigne de la consolidation de la position des forces opposées à l'agression saoudienne contre le Yémen.

- Il paraît que l'Arabie saoudite, en déclenchant la guerre au Yémen, chercherait à prendre en main un rôle de commandement régional. A noter qu'au cours des dernières années, ce pays a tenté, par des moyens financiers et en utilisant le potentiel des lieux sacrés, s'arroger ce rôle. Ces tentatives ne se réaliseront pas facilement en raison notamment des complexités actuelles pour les pays régionaux rivaux tels l'Egypte et la Turquie. Le régime saoudien réalisera bientôt que l'absence de forces actives liées à Riyad à l'intérieur du Yémen, ainsi que la réticence des Etats de la coalition à s'engager dans des combats au sol et l'incapacité de l'Arabie à utiliser ses forces terrestres de façon efficace et constante plongeront Riyad dans une véritable crise qui le poussa en fin de compte à reculer.

Autre point qui mérite réflexion, c'est la position de l'Autorité autonome palestinienne à Ramallah. La direction palestinienne a hâtivement apporté son soutien à l'agression de l'Arabie sous prétexte de garantir l'intégrité territoriale du Yémen et de soutenir la légitimité dans ce pays. A ce sujet, le porte-parole de l'Autorité autonome palestinienne, Nabil Abou Rodeina, a déclaré : « La tempête de fermeté fera entrer le Moyen-Orient dans une nouvelle phase décisive dont le nom principal est l'alignement national arabe qui redonnera la vie aux nations de la région. Par ailleurs, le groupe terroriste d'al-Qaïda au Yémen a rejeté l'ingérence étrangère dans ce pays et Daesh aussi, par crainte de voir ses combattants tuer par ses protecteurs financiers, a été sur la même longueur d'ondes.

Le rôle en coulisse des Etats-Unis dans l'agression contre le Yémen

Après l'évacuation de son personnel diplomatique et de ses forces spéciales des bases du Yémen, l'administration américaine, redoutant d'être accusée de fuite par ses adversaires internes et ses alliés régionaux, a trouvé bon de soutenir l'action militaire saoudienne contre le Yémen. Or, depuis des mois, les autorités de Riyad demandaient avec insistance aux Américains de lancer une opération militaire commune au Yémen pour stabiliser le pouvoir lié à Riyad à Sanaa. Mais après que l'Arabie saoudite eut mis à son ordre du jour, le plan de formation d'une coalition avec la participation de certains pays arabes outre le Pakistan, les Etats-Unis se sont dérobés à leur responsabilité d'intervention directe dans cette attaque. Dans ce cadre, l'administration Obama s'est accordée avec l'octroi des aides logistiques et de renseignements et la mise en place d'un comité de planification conjoint à Riyad avec la participation de 12 membres américains.

Les calculs de Washington consistent à ne pas vexer son allié inquiet et mécontent des politiques régionales américaines, d'autant que l'inquiétude des Saoudiens persiste quant à la poursuite des négociations entre Washington et Téhéran sur le programme nucléaire iranien. En outre, le déclenchement d'une guerre de protraction limitée aboutira à la hausse de la vente des armements américains à l'Arabie saoudite et aux gouvernements d'une nouvelle coalition.

Néanmoins, la position de l'establishment américain n'est pas restée à l'abri des critiques internes. En effet, on reprochait à Washington d'avoir perdu l'avantage de commandement dans la gestion de la crise yéménite. Dans ce contexte, John Alterman, l'un des hauts responsables du Centre d'études internationales et stratégiques, proche de la Maison blanche, a constaté que la décision de l'administration américaine d'avoir apporté un soutien logistique et de renseignement à l'Arabie sans participation aux frappes aériennes, montre que l'Amérique garde ouverte la porte du dialogue avec

les Houthis pour pouvoir parvenir à une méthode susceptible de régler la crise, de la meilleure façon possible.

L'une des réactions les plus importantes concernait le rapport du journal New York Times intitulé « L'énigme des objectifs et des alliances américaines au Moyen-Orient ». Selon ce rapport, en dépit des difficultés auxquelles se voit confrontée l'administration américaine en rapport avec le chaos actuel dans la plupart des pays du Moyen-Orient, les Etats-Unis continueront toujours de s'impliquer dans de nouveaux affrontements dans la région. Sur cette base, l'administration Obama soutient l'action militaire menée par l'Arabie contre le Yémen pour vaincre les Houthis soutenus par Téhéran, au moment où le risque d'escalade de conflits régionaux avec l'Iran reste bien réel.

Bien entendu, en Irak et en Syrie, les Etats-Unis combattent dans les rangs de l'Iran dans la lutte contre le groupe de Daesh et ont mené des raids aériens en soutien à l'opération de libération de Tikrit, soutenue par Téhéran. Dans ce droit fil, les Etats-Unis sont en lice avec l'Iran pour prendre en main le commandement de cette opération. Dans de telles conditions, l'administration Obama négocie la conclusion d'un accord avec l'Iran sur la levée des sanctions économiques, en contrepartie des restrictions dans son programme nucléaire, ce qui n'a pas manqué de susciter l'inquiétude de l'Arabie saoudite et d'Israël.

Toujours selon le New York Times, l'administration américaine a entrepris de grands efforts pour préserver la structure complexe des alliances vulnérables et les différents terrains de conflit, 4 ans après le début des révolutions arabes. Or, les chances de parvenir à la démocratie, qui pendant un laps de temps limité, était visible du point de vue éthique dans toutes les dimensions de la région, se sont volées en éclat, se substituant à des options fanatiques et inacceptables pour ennemis et alliés, pour remplir le vide du pouvoir. Ceci étant dit, les affrontements actuels entre un ensemble d'acteurs internes et de forces régionales se poursuivent, sur fond de concurrence pour créer une nouvelle donne régionale ou dominer à maxima une partie de la région.

Citant Tamara Koffman Wits, ex-responsable au Département d'Etat américain, le journal new yorkais écrit que les politiques actuelles de l'administration Obama s'assimilent à une énigme, laissant entrevoir l'absence de politiques coordonnées au sein de ce gouvernement. Elles révèlent aussi au grand jour le degré de complexité des guerres du pouvoir dans la région. Wits souligne que le chaos régnant dans la région donne plus de motivation et de champ d'action aux rivaux régionaux pour s'impliquer dans la guerre du pouvoir. En plus, la vitesse du cours des événements dans la région a suscité des critiques virulentes à l'égard de l'administration Obama, accusée de manquer une stratégie à long terme envers les évolutions de la région.

Les adversaires de l'administration américaine sont d'avis que les Etats-Unis, en choisissant leurs avocats et alliés censés agir sur la base de leurs intérêts, ont délibérément attisé le feu du chaos dans la région. Le renforcement des groupes terroristes et la multiplication des occasions d'implication dans des conflits, malgré la volonté des Américains, s'inscriraient dans ce cadre. Selon ces groupes, il y a peu de temps, le gouvernement américain soutenait le Yémen, le considérant comme un exemple réussi de ses attaques dans la lutte contre le terrorisme. Mais le gouvernement soutenu par les Etats-Unis à Sanaa, a très vite échoué et les tentatives contre al-Qaïda se sont arrêtées pour une durée indéterminée.

Peter Harling, éminent spécialiste des crises internationales, est d'avis que l'administration américaine parle du soutien aux évolutions politiques pour former des gouvernements au Yémen, en Syrie, en Irak et dans d'autres pays, mais ses attitudes contribuent au contraire à l'effondrement des gouvernements centraux dans ces pays. Ainsi, dans tous ces pays, le pouvoir des forces locales telles Daesh s'est renforcé pour remplir le vide actuel, alors que ces groupes ne possèdent pas le crédit et les ressources financières suffisantes pour créer l'unité au sein de la population ou régner dans le pays.

Selon Harling, Washington continue en tout cas de propager ce mensonge que les groupes internes à

sa solde seraient en mesure de reconstituer un gouvernement d'union. Les forces occidentales ont besoin de suggérer, ajoute-t-il, que la situation n'est pas mauvaise pour ne pas être obligées d'admettre leur défaite et d'endosser la responsabilité de leurs positions. Dans ces conditions, l'agression militaire de l'Arabie contre les Houthis a intensifié les inquiétudes quant au déclenchement d'une guerre par procuration entre les grandes puissances dans la région du Moyen-Orient. On ne sait pas pour autant si l'Iran ripostera directement à cette attaque, menée par une coalition des gouvernements sunnites. Toutefois, certains analystes du Moyen-Orient sont d'avis que les Houthis ne sont pas au service de l'Iran, mais agissent indépendamment.

Par ailleurs, les autorités américaines ont récemment annoncé que les Etats-Unis étudieraient la question de l'équipement de l'Arabie en avions dotés de radar pour alerte immédiate et des opérations de ravitaillement des avions de combat pour participer à l'opération « la Tempête de la fermeté ». Les responsables du Pentagone ont déclaré que cette question serait sur la table et ferait l'objet des études. La Maison blanche avait déjà fait savoir que le président américain, Barack Obama, avait autorisé l'octroi des aides logistiques et de renseignements à l'opération militaire des Saoudiens au Yémen. Aussi, Washington a-t-il chargé 12 de ses militaires de former un comité de coordination avec les gouvernements membres de la coalition impliqués dans la guerre contre le Yémen.

Le général Stephen Warren, un porte-parole du Pentagone, déclare à ce sujet que le rôle des Américains consisterait en premier lieu à ne pas fermer les lignes de convergence entre les Etats-Unis et les pays du Golfe persique.

Certaines sources au Pentagone ont annoncé ensuite que la marine américaine avait accepté la demande de l'Arabie saoudite de sauver 2 pilotes de ce pays des eaux du Golfe d'Aden après le crash de leur chasseur F-15 dans la région.

Le commandant des forces américaines au Moyen-Orient estime que l'armée US, en dépit des violences et de l'instabilité au Yémen, continuera de coopérer avec ses partenaires du Golfe et européens pour garantir l'ouverture du détroit stratégique de Babel Mandeb sur la navigation commerciale. Lors d'une réunion du Sénat, le général Lloyd Austin a déclaré: « Tout en coopérant avec nos partenaires au sein du Conseil de coopération du Golfe persique, nous œuvrons pour garantir l'ouverture de des détroits (Babel Mandeb et Hormuz) ». « Nos intérêts fondamentaux consistent à garantir une navigation commerciale libre via ces deux détroits », a-t-il réitéré.

Le porte-parole du Département d'Etat américain a pour sa part précisé que John Kerry s'était entretenu avec son homologue iranien de la situation au Yémen, lors d'une rencontre le 26 mars, avant de retourner à la table des négociations nucléaires à Lausanne en Suisse. Jef Ratky a indiqué que M. Kerry et Mohammad Javad Zarif avaient examiné lors d'une réunion bilatérale la crise du Yémen. Il a pourtant nuancé que cette question n'était pas au menu des discussions de Lausanne, axées sur le programme nucléaire iranien. Selon le porte-parole du Département d'Etat américain, lors de cette entrevue, Kerry et son homologue iranien ont passé en revue les évolutions du Yémen, qui ne constituaient pas, a-t-il souligné, l'axe des négociations. Un haut responsable, présent dans l'équipe négociatrice américaine à Lausanne, a de son côté, affirmé que la question yéménite n'avait eu aucun impact sur les négociations nucléaires.